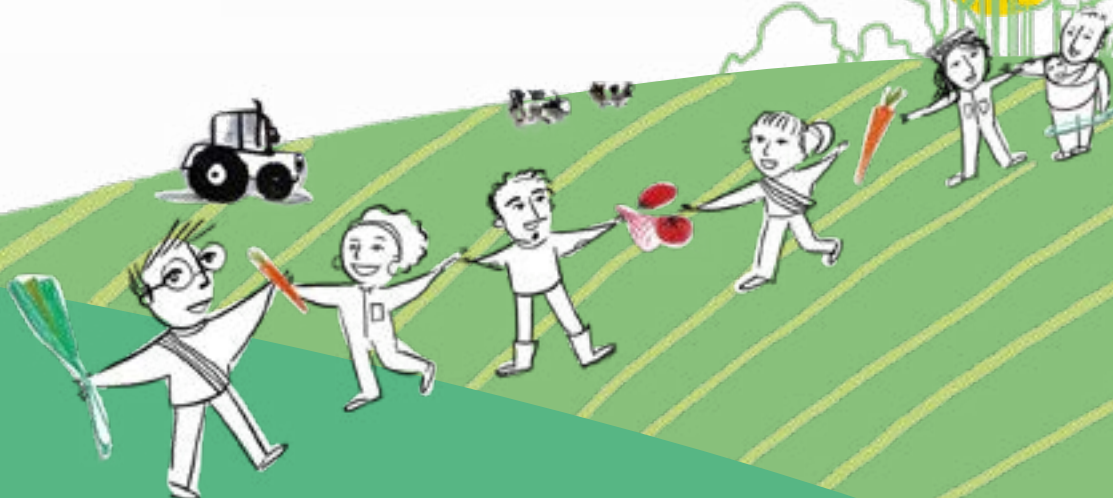




ACCOMPAGNER LES TERRITOIRES VERS DES STRATÉGIES ALIMENTAIRES TERRITORIALES



RETOUR D'EXPÉRIENCE
sur un processus d'apprentissage



Sommaire

La dynamique ATLASS	2
Éléments de méthode	4
Principaux résultats	6
Analyse et retour d'expérience	10
Un processus d'apprentissage	16
Perspectives	18
Présentation des réalisations	22

LA PLUS-VALUE DE LA RECHERCHE-ACTION

ATLASS a formellement associé acteurs de terrain, scientifiques et accompagnateurs. Cette démarche, exigeante et qui s'inscrit dans une temporalité longue, a été à l'origine de la formalisation des avancées constatées. Le projet ATLASS est porté par la FRCIVAM Bretagne avec comme partenaires Agrocampus Ouest, Terralim, Resolis ainsi que Régions de France et la Région Bretagne. Issu d'une dynamique bretonne de recherche action initiée en 2005, ATLASS se nourrit de l'expérience des observations de terrain menées à travers de nombreux projets (SALT, LIPROCO, INTERVAL, FOODLINKS, FAAN, MAGPRO, LOCCATERRE...) et d'accompagnement des territoires sur les questions alimentaires.

La dynamique ATLASS

Issu des travaux menés dans le cadre d'ATLASS (Action Territoriale pour une Alimentation Soutenable et Solidaire), ce recueil a pour objet le transfert des grands enseignements d'un processus d'apprentissage de 3 ans.



Comme une source d'inspiration avec la Bretagne pour territoire national pilote, ce document s'adresse principalement aux agents de développement des collectivités et des organismes qui accompagnent les territoires vers des dynamiques alimentaires territoriales. Ceux-ci peuvent découvrir des retours d'expériences inspirantes pour mobiliser les acteurs alimentaires au premier rang desquels les élus et leurs réseaux afin d'initier des démarches de relocalisation alimentaire. Il serait contre productif de chercher dans ces enseignements des solutions toutes faites, par « copier coller », les territoires étant caractérisés par leur singularité.

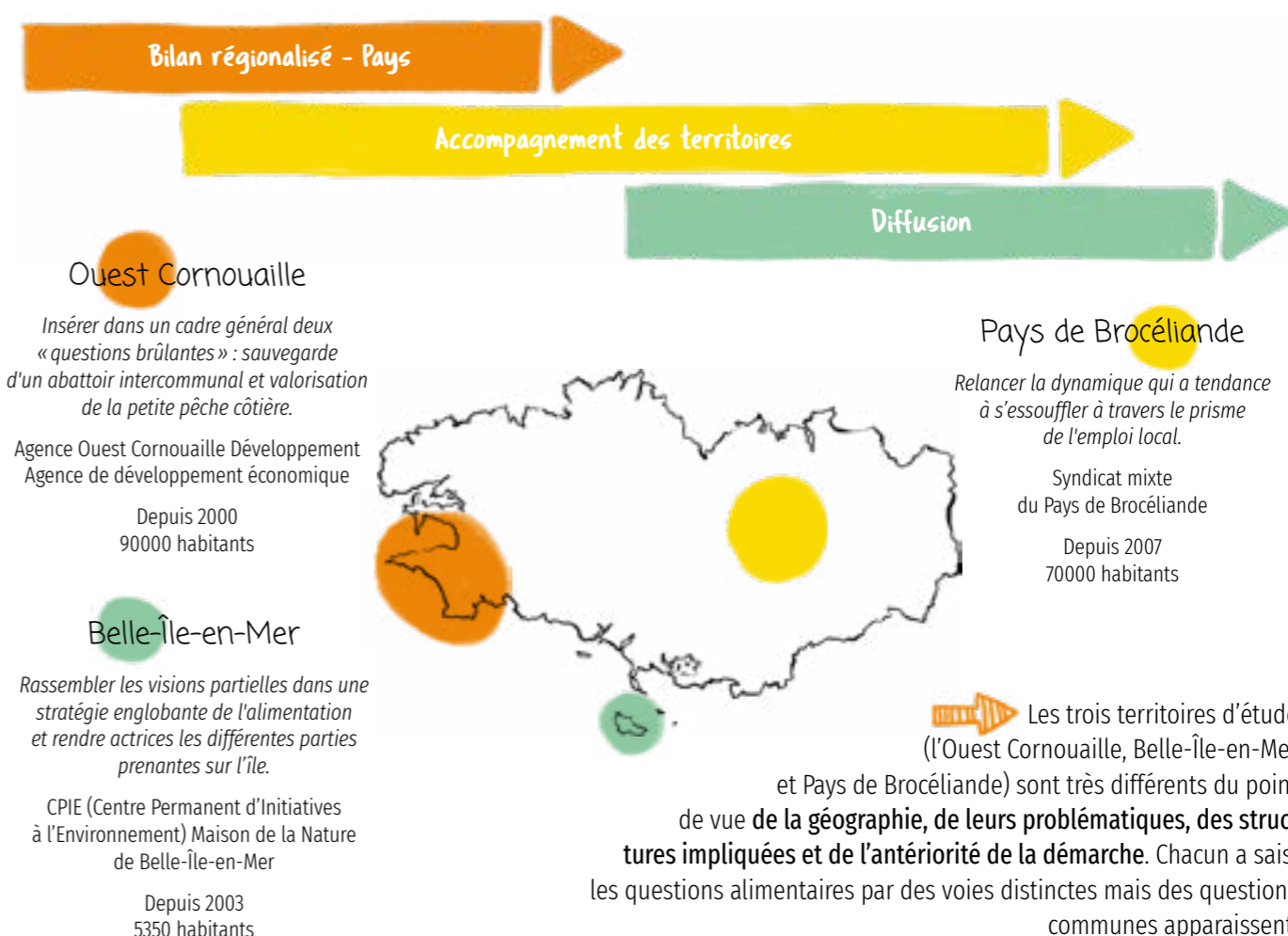
Depuis le lancement de la procédure PAT (Projet Alimentaire Territorial), nous assistons à un engouement pour la relocalisation alimentaire. Des collectivités rurales veulent s'inscrire dans cette dynamique nationale, mais les angles d'approche

sont difficiles à trouver. Devant la prégnance du fait urbain, la mobilisation de méthodes pour les territoires ruraux nécessite une approche spécifique dont le projet ATLASS a posé les bases : pragmatique, itérative, engagée et économe. ATLASS s'appuie sur le vécu des parties prenantes pour proposer des solutions pragmatiques et adaptées aux besoins des territoires en transition alimentaire. La mise en place d'un processus itératif et engageant permet de construire la stratégie alimentaire territoriale avec les acteurs du territoire, et favorise l'apprentissage collectif.

Le projet ATLASS cumule ainsi plusieurs spécificités :

- Un intérêt particulier aux territoires ruraux est porté ici, le Pays de Brocéliande, Belle-Île-en-Mer et l'Ouest Cornouaille ;
- Un engagement dans une transition alimentaire et agricole est assumé ;
- Le moteur de l'action n'est pas nécessairement une collectivité ;
- La théorie se mêle à la pratique dans l'accompagnement des territoires.

Trois étapes ont jalonné cette dynamique de recherche action : un bilan sur les actions des Pays en Bretagne, l'accompagnement de projets alimentaires territoriaux, la diffusion de la méthodologie consolidée. Les enseignements de cette recherche action de 3 ans (2016-2018) se sont basés sur trois territoires pilotes ruraux bretons (Pays de Brocéliande, Belle-Île-en-Mer et l'Ouest Cornouaille).



LES QUESTIONS COMMUNES



Qui est le moteur de la coordination des dynamiques alimentaires territoriales ? Comment assurer une permanence sur le territoire pour accompagner une transition alimentaire sur une longue durée ? Comment cela s'organise ? Comment mobiliser de manière constante et trouver des moyens dédiés ?



Quels financements mobilisés sur une durée adaptée à la relocalisation alimentaire ? Quelles stratégies mettre en place pour dépasser les logiques de projet et financer sur le long terme ?



Quel moyen et portage politique pour la dynamique alimentaire territoriale ? La légitimité d'un acteur à prendre la coordination d'une démarche alimentaire territoriale apparaît centrale. Elle semble être à la fois une condition de départ et le résultat des actions. Quelle structure est légitime ? Comment gagner la reconnaissance ?



Quelles compétences mobilisées notamment pour les collectivités ? Comment éviter les phénomènes de compétition et de redondance entre les territoires ?

Éléments de méthode

LA NÉCESSITÉ D'UN PROCESSUS ITÉRATIF

Les ressources méthodologiques éditées présentent souvent la mise en place d'un PAT sous la forme linéaire classique de l'état des lieux vers la mise en œuvre.

Cette représentation normée ne semble pas adaptée :

Les chaînes alimentaires sont en reconfiguration constante et une schématisation linéaire représente la rigidité de la démarche, puisqu'un choix fait à un instant T s'impose pour toute la suite du parcours ;

Les acteurs en présence ont souvent une vision globale et les effets de verrouillage socio-technique, qui font considérer toute déviation par rapport à l'itinéraire comme un échec, ont un effet répulsif.

Nous proposons de concevoir une approche itérative et globale. ATLASS a retenu l'image d'une spirale pour montrer que les boucles de rétroaction s'inscrivent dans une évolution dynamique qui ne « reste pas tourner sur elle-même ». Il apparaît que les objectifs poursuivis émergent souvent en cours de route. La stratégie se formule au fur et à mesure et certaines étapes sont nécessaires pour arriver à un nouveau stade de réflexion intégrant de nouvelles dimensions et une vision plus large.

LES GRANDES ÉTAPES



Définition de la démarche

La dynamique alimentaire territoriale doit être co-construite avec les maîtres d'ouvrage et validée par les instances ad hoc. Cette étape permettra de garantir une légitimité d'intervention sur le territoire comme le CPIE a pu le construire progressivement sur Belle-Île-en-Mer. Il s'agit de définir le cadrage politique préalable.



Mobilisation des acteurs

La mobilisation est une étape clé pour garantir la pérennité du projet et un engagement dans la durée. Elle est basée sur le repérage des forces vives et des initiatives ainsi que sur la définition d'une méthode inclusive d'animation (entretiens, ateliers...) à l'image d'une réunion publique organisée sur le Pays de Brocéliande pour délimiter le périmètre d'acquisition de connaissance.



Diagnostic et état des lieux

ATLASS inscrit les dynamiques d'acquisition de connaissance dans les pratiques et les conclusions dans une validation et des critiques par la recherche. ATLASS s'est appuyé sur des méthodes et des outils éprouvés (SALT, évaluation consommation FRUGAL, Rennes Ville Vivrière, repérage RESOLIS, SOLALTER,...). Cette approche est au service d'une gestion économe des moyens d'études.

Centrés sur des périmètres précis et à fort enjeu, les diagnostics et états des lieux sont au service de l'émergence d'arguments et de la consolidation de la mobilisation des acteurs alimentaires comme sur le Pays de Brocéliande sur l'emploi.



Analyse partagée

De nombreux travaux sont souvent réalisés sur les dynamiques alimentaires locales que ce soit sur le territoire ou sur un périmètre géographique plus large.

Selon le prisme choisi, une analyse partagée avec les acteurs clés de la coordination permet de retenir des enseignements et des arguments utiles pour la stratégie alimentaire locale comme la réalisation d'un cadre logique pour Belle-Île-en-Mer.



Définition d'une stratégie

Pour discuter des grandes lignes du projet alimentaire de territoire, un dispositif de gouvernement est mis en place. ATLASS préconise de ne pas rechercher trop longtemps LA formule idéale de gouvernement des projets comme à Belle-Île-en-Mer où la composition du comité agricole bellinois s'adapte à la dynamique alimentaire.



Mise en œuvre du plan d'action

Le plan d'action présente un cahier des charges pour la mise en œuvre du projet alimentaire du territoire. Il fixera les objectifs, les moyens, le calendrier, les résultats attendus des actions par la rédaction de fiches actions à l'instar de celles construites par le Pays de Brocéliande sur 4 axes (restauration collective, installation transmission, logistique et communication).

Principaux résultats

Le projet ATLASS a permis un certain nombre d'acquis sur :

- ☑ **Les spécificités des territoires ruraux** pour les stratégies alimentaires avec une caractérisation des effets en déclinant les avantages et inconvénients.
- ☑ **Les enseignements méthodologiques** : au-delà d'une appréhension générale représentée par l'image de la spirale ATLASS, nous exposons deux éléments incontournables pour une stratégie alimentaire territorialisée : le concept de système alimentaire territorialisé et l'ingénierie territoriale.
- ☑ **L'identification de sujets clés** : Nous avons privilégié des sujets peu approfondis comme les dynamiques foncières, le travail et l'emploi, l'approche systémique de l'approvisionnement de la restauration collective et la logistique. Ces thèmes sont porteurs d'enjeux centraux.

SPÉCIFICITÉ DES TERRITOIRES RURAUX

La campagne n'est pas la ville ! Cet apparent truisme veut rappeler que les territoires ruraux partagent des caractéristiques propres, qui font que les méthodes éprouvées pour la construction de stratégies alimentaires dans des zones fortement urbanisées peuvent être en décalage par rapport à leurs besoins. Nous avons repéré et analysé un certain nombre de ces différences, qui n'ont pas été mises en avant pour opposer villes et campagnes, mais simplement lister des faits à prendre en considération.

Différents effets sont listés : densité, financiers, distance, socio-démographiques et culturels, politiques et territoriaux. Nous proposons un tableau (cf. page 20) qui récapitule de façon ordonnée, sous forme d'avantages et inconvénients, des caractéristiques partagées par la plupart des zones rurales. Certaines ne peuvent être classées ni dans les avantages ni dans les inconvénients puisqu'elles peuvent revêtir chaque aspect selon les circonstances.

LES PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS MÉTHODOLOGIQUES

L'appui sur le concept de système alimentaire territorialisé



Conceptuellement, nous ne postulons pas, a priori, que tout territoire d'intervention fonctionne « en système ». Cependant, une analyse systémique « comme si c'était le cas » met à jour des informations utiles qui ne sont pas accessibles par des démarches analytiques et compartimentées. Par exemple, les livraisons à la restauration collective ne représentent guère que quelques pourcents des débouchés des producteurs en circuits courts et seule l'approche par les interactions au sein d'un système permet de montrer que ce marché potentiel n'en est qu'un parmi d'autres et pas forcément le plus avantageux.

Nous retenons les deux définitions suivantes, qui se complètent : « Réseau interdépendant d'acteurs participant directement ou indirectement à la création de biens et services orientés vers la satisfaction des besoins alimentaires sur un territoire » (Rastoin, 2016), « Ensemble articulé d'unités de production/ transformation/ distribution/ consommation d'aliments liées à un territoire donné, en particulier par le travail qui y est exercé, dont les limites géographiques sont déterminées par la consommation » (Maréchal, 2015).

Cette approche aboutit à la conception suivante, qui considère un Projet Alimentaire Territorial (PAT) comme l'intersection :

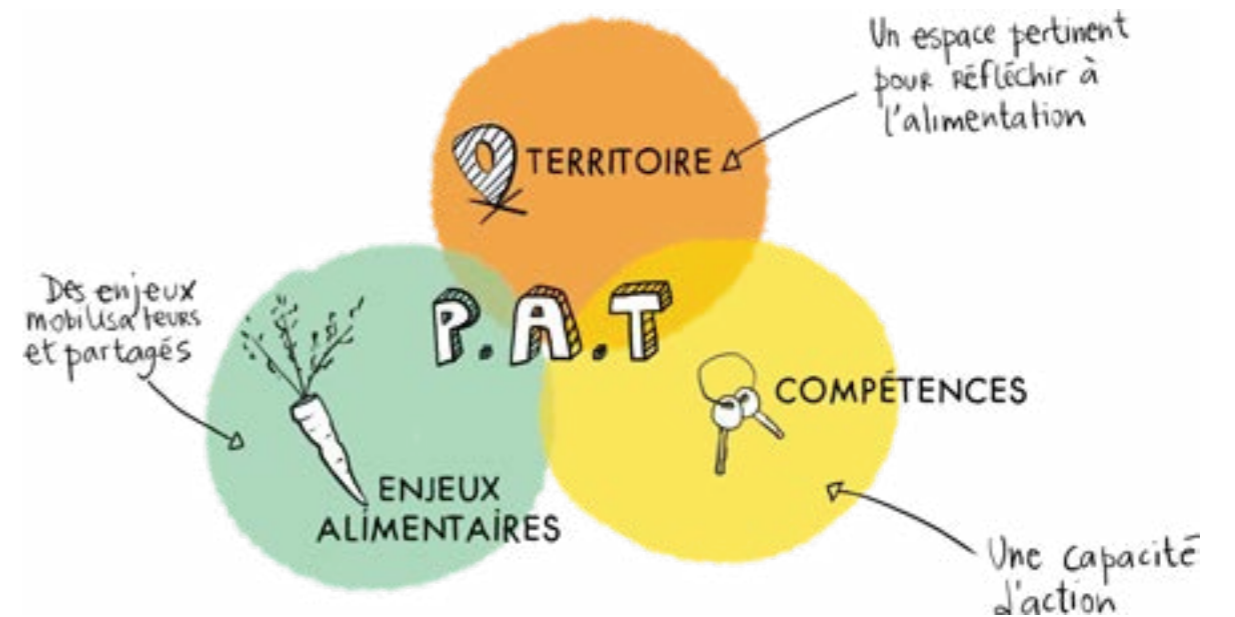
- ☑ D'un territoire délimité, que nous proposons d'aborder sous l'angle des habitudes d'approvisionnement et de consommation alimentaires. Il convient en complément de se centrer sur un territoire « gouverné » sur lequel les décisions et les actions collectives sont susceptibles d'être organisées démocratiquement.
- ☑ D'enjeux alimentaires spécifiques à ce territoire. Nous avons pointé que les territoires ruraux présentent des particularités à cet égard.
- ☑ De compétences, prises dans le sens juridique (« compétences légales » d'une collectivité) mais aussi capacités et savoir-faire présents localement, des acteurs impliqués dans la dynamique (cf. voir « définir un cadrage politique » p 11).

L'ingénierie d'animation territoriale pour l'alimentation locale

ATLASS a réalisé une enquête en 2016 auprès de 16 pays bretons (sur 21 pays) qui avaient bénéficié d'un soutien du Conseil Régional pour engager un projet agricole et alimentaire. Une carte des initiatives collectives a été réalisée ainsi qu'une brochure de 4 pages. Cette étude a objectivé la dynamique d'évolution depuis 2005. Elle a également montré la dépendance aux subventions de ces démarches puisque seule la moitié des territoires ont poursuivi des actions structurantes à échéance de cet appui financier. Enfin, nous notons l'é étroitesse des champs thématiques traités par les territoires avec 3 registres d'action privilégiés : l'approvisionnement de la restauration collective, l'édition de guides (papier ou numérique) de producteurs locaux et des actions d'éducation à l'alimentation.

Nous avons pu déterminer des repères pour les moyens d'ingénierie territoriale en milieu rural. Compte tenu des ressources de ces territoires (de type Pays), ils peuvent affecter en moyenne l'équivalent de 0,3 ETP en moyen humain au suivi de la dynamique alimentaire du territoire ; de 0,2 à 0,5 ETP pour les territoires pilotes ATLASS. Tous les échanges montrent que cette disponibilité est insuffisante pour accompagner un mouvement en profondeur et dans le même temps consacrer une attention soutenue à ce qui se passe sur le terrain. Pour un PAT, la préconisation d'une affectation d'un temps de travail est d'au moins 0,5 ETP comme un plancher strictement minimal. Relevant de l'étape « défini-

tion de la démarche », un mandat clair permet de faire jouer la transversalité dans les services quand une collectivité est porteuse ou dans le cadre d'une alliance quand la société civile pilote. Pour Belle-Île-en-Mer, une élue souligne que « quand nous sommes à une réunion animée par le CPIE, nous sommes tous sur un pied d'égalité, cela permet de s'entendre tous de la même façon. Ce n'est pas l' élu qui dirige, il intervient comme l'agriculteur, comme le bénévole, ce qui permet d'avoir une parole beaucoup plus libre ».



source : Terralim 2018

LES SUJETS CLÉS IDENTIFIÉS

Les analyses partagées ont permis d'identifier 4 sujets clés que nous allons exposer : les dynamiques foncières, le travail et l'emploi, une appropriation systémique de la restauration collective et la logistique.

Traités de manière opérationnelle, ces sujets clés difficiles car engageants permettent de sensibiliser et de mobiliser les acteurs moteurs. Par exemple, nous exposons le cheminement rencontré sur le thème du foncier auprès des responsables d'une collectivité. Alors que le sujet était identifié depuis de nombreuses années, quelques mois de travaux (visite d'étude, échange de pratiques, apport de connaissance ...) ont proposé un enchaînement causal qui les amène à considérer le facteur foncier comme un élément déterminant comme suit :



Les dynamiques foncières

Ce sujet clé ne peut être abordé sous un angle utilitariste, dans la mesure où, comme l'alimentation, il irrigue les imaginaires et les pratiques sociales. Longtemps considéré comme un sujet « sur lequel on ne peut rien », il a désormais fait l'objet de suffisamment d'expérimentations (comme par exemple Terre de Liens), voire de décisions (conventions avec les SAFER par exemple) pour être injecté dans des projets opérationnels. Belle-Île-en-Mer, comme d'autres territoires, a désormais une expérience affirmée sur le sujet, y compris en mobilisant des acteurs « hors champ alimentaire » comme les notaires.

Le travail et l'emploi

Les projets de transition agricole et alimentaire¹ ont un potentiel élevé de créations d'emplois. Ils sont majoritairement créés en aval de la production, dans la transformation, la logistique ou la commercialisation. L'emploi purement agricole est très minoritaire. C'est pourtant le développement d'une offre plus diversifiée, collant aux attentes des consommateurs, qui permet l'éclosion d'emplois en aval de la production. Cette constatation donne une réponse à l'argument fréquemment entendu que la croissance de l'emploi dans le secteur agricole est négligeable par rapport aux enjeux territoriaux. En Bretagne, un dispositif existant depuis plus de 10 ans, appelé « de l'idée au projet » pour l'émergence de projets de transition alimentaire, a touché plus de 1000 personnes dans le seul département d'Ille et Vilaine. Pour la transformation, des praticiens de terrain comme des chercheurs constatent des besoins mal satisfaits. Le choix de l'équipement est souvent limité à une version « ménage » dimensionnée pour une famille ou une version « industrie ».

À Belle-Île-en-Mer, un projet d'unité de transformation laitière intermédiaire part du constat suivant : 2,4 millions de litres de lait produits chaque année sont transportés par bateaux vers le continent, qui les chargent en retour de l'équivalent de 2,4 millions de litres essentiellement sous forme de produits transformés comme le beurre.

- Olivier CLISSON
Paysan boulanger, Référent alimentation et territoire CIVAM de Bretagne

La restauration collective

Sujet surexposé, la restauration collective focalise l'attention sur l'approvisionnement avec d'une part des démarches inspirantes et d'autre part, la remontée d'importantes difficultés pour mobiliser une offre adaptée. Face aux faibles volumes d'activité (quelques pourcents des producteurs en circuits courts), l'enjeu est probablement d'avantage dans la sensibilisation des convives et notamment des mangeurs de demain que dans un débouché économique. L'application de la Loi Egalim va nécessiter des articulations entre comptabilisation obligatoire de l'approvisionnement et sensibilisation des convives.

Le Pays de Brocéliande, par l'intermédiaire de deux de ses EPCI (Etablissements Publics de Coopération Intercommunale) insistent sur la vision systémique d'un travail avec la restauration scolaire. Exemple, notamment en matière d'éducation à l'alimentation durable, le projet REPAS « Ré-Enchanter nos assiettes pour le Plaisir des enfants, le maintien d'une Agriculture de qualité et la Santé de tous » structure cette dynamique sur Montfort Communauté. Le projet a démarré par un diagnostic de toutes les composantes d'un repas : contenu de l'assiette, personnel, matériel, prise en compte de l'environnement, actions pédagogiques. En parallèle, deux demi-journées de formation sont proposées aux parties prenantes (cuisiniers, élus, enseignants, producteurs et familles) afin de construire une culture commune sur l'alimentation durable. Pour valoriser la dynamique créée lors de ces rencontres, Montfort Communauté a accompagné les communes dans la formalisation de leur projet alimentaire d'établissement (PAE), une feuille de route des cantines validée par chaque conseil municipal.

La logistique

Les questionnements sur une logistique adaptée aux systèmes territoriaux sont nombreux et les réalisations à l'échelle territoriale rares. Nous notons la multiplication d'expériences de plateforme logistiques ou d'unités de conditionnement des légumes, dont une part importante sont à la recherche d'un modèle économique durable. En parallèle, les développements du numérique permettent la naissance d'un nombre important d'initiatives.

Objet de travaux récents, ce sujet clé questionne beaucoup les acteurs alimentaires et sera un axe important de structuration des démarches à l'échelle territoriale.

« C'est un sujet de société, mais aussi politique, dans le sens où l'agriculture va mal : que peut-on faire en tant que collectivité ? Si l'action touche les cuisiniers, les enseignants et les élus, notre travail avec les enfants constitue le sujet essentiel de l'affaire. On fait fonctionner nos cantines différemment et l'idée est de participer à la formation des enfants sur les habitudes alimentaires ».

- Michel MAQUÈRE
Élu conseiller communautaire et référent sur le projet « REPAS », à Montfort Communauté (35).



¹ Impact de la transition agricole et alimentaire sur l'emploi, état des lieux et propositions, 2018, Terralim, Resolis

Analyse et retour d'expérience

TERRITOIRE PILOTE D'ATLASS : PAYS DE BROCÉLIANDE (35)



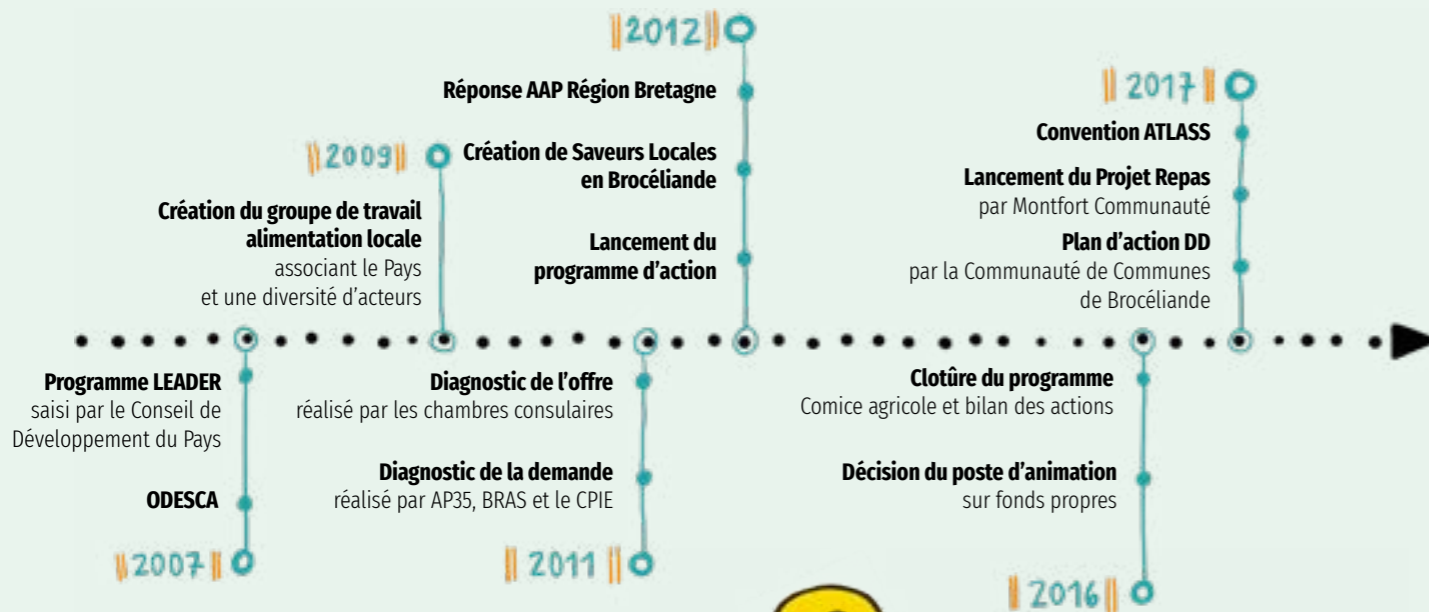
Le Syndicat Mixte du Pays de Brocéliande, est constitué de 34 communes réparties en 3 EPCI :

la Communauté de Communes de Brocéliande, Montfort Communauté et la Communauté de Communes de Saint-Méen-Montauban. Avec près de 70 000 habitants, il a un panel de compétences très large

de l'urbanisme avec le SCoT, jusqu'au service à l'habitant. L'expansion de la métropole rennaise amène ce territoire rural à se structurer et à se positionner pour le maintien des activités artisanales et commerciales locales et la promotion d'une agriculture diversifiée.

Pionnier sur les questions alimentaires, dès 2007, le Pays de Brocéliande a identifié la valorisation des produits locaux comme un levier pour dynamiser son territoire. Comment relocaliser l'alimentation, pour booster localement l'économie et les emplois ?

En 2011, les élus, s'appuyant sur le Conseil de Développement et le pôle ESS (Economie Sociale et Solidaire), réunissent tous les acteurs alimentaires : agriculteurs, commerçants, responsables de la restauration collective, groupement de consommateurs... Les diagnostics ont abouti au lancement d'une démarche intitulée « Saveurs Locales en Brocéliande » qui s'est concrétisée par un premier programme d'actions entre 2012 et 2016. Ce dernier s'enclenche pour faciliter la distribution de produits locaux : structuration de l'offre, ateliers de conseil vente, catalogue de producteurs à destination des commerçants, carte en ligne des lieux de vente, etc. Pour renforcer la cohérence et redonner du souffle à la dynamique, le Pays réalise un bilan des actions passées pour élaborer une nouvelle stratégie avec l'appui d'ATLASS. La vision s'élargit (l'installation de nouveaux producteurs en vente directe, la logistique, etc.) : autant d'enjeux pour stimuler l'emploi et permettre aux habitants de ce territoire rural d'avoir accès à une alimentation de qualité.



Éléments marquants sur le territoire du Pays de Brocéliande (Source : ATLASS, 2018)

➔ Cette vision a été formalisée à travers une plaquette : Vers une stratégie alimentaire en Pays de Brocéliande.

« Ne pas s'arrêter aux réponses toutes faites, chaque territoire doit s'appuyer sur les acteurs concernés, leurs besoins, pour construire sa propre solution d'alimentation relocalisée »

- Alice GUAY
Chargée de mission développement local,
Syndicat Mixte du Pays de Brocéliande

Définir un cadrage politique préalable

Même si les démarches de stratégies alimentaires et le terme PAT sont de mieux en mieux connus, leur appréhension par les acteurs de terrain reste vague et générateur de représentation. La distribution légale des compétences revue par la loi NoTRE permet ou non certaines actions dans le domaine de l'alimentation. Ainsi, le pouvoir d'une intercommunalité sur le menu des cantines des communes est plus que limité. Par contre, elle a la capacité à agir dans le domaine économique. Il est donc essentiel de clarifier dès le départ avec tous les acteurs pour bien préciser :

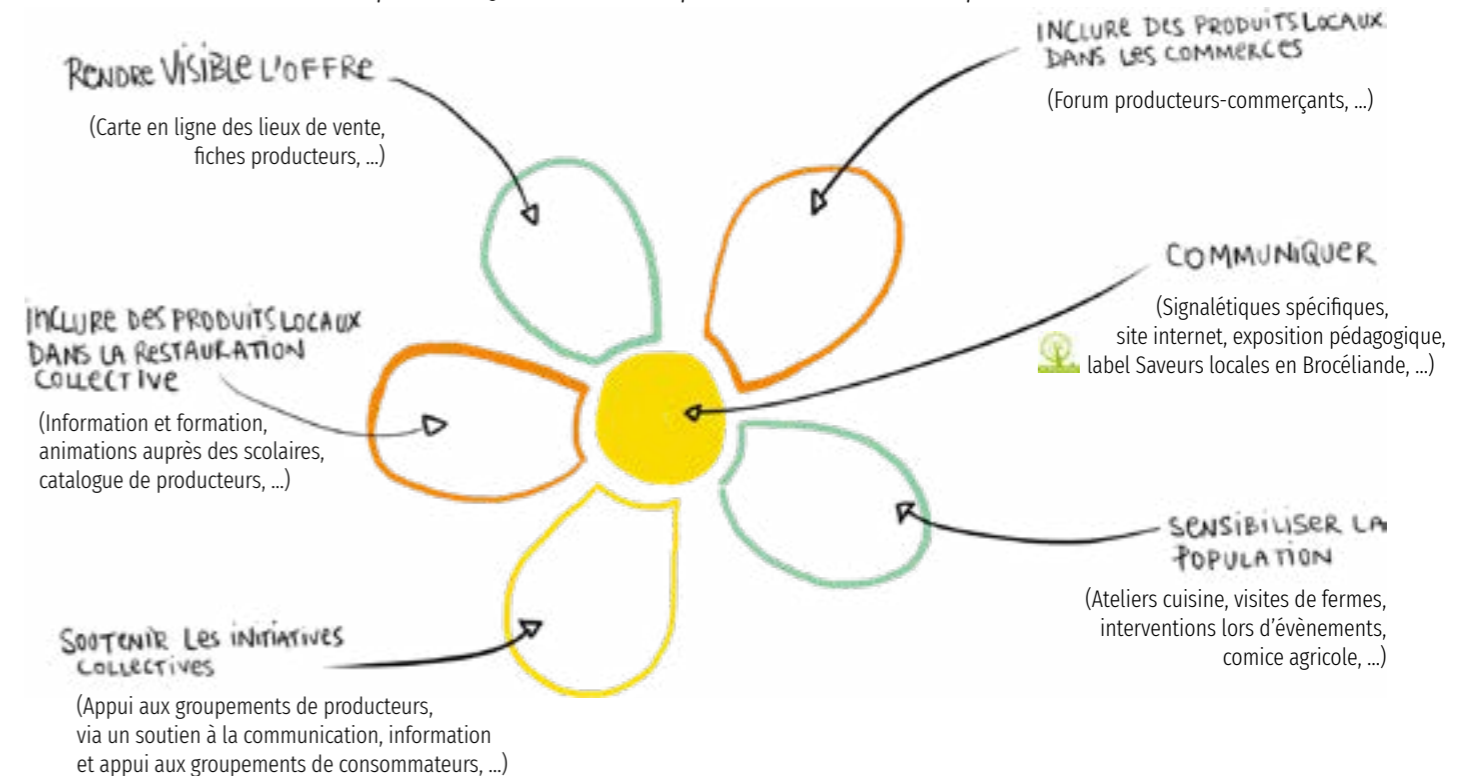
- ☑ « ce que nous pouvons faire tous seuls » ;
- ☑ « ce que nous pouvons faire avec d'autres à condition d'établir un partenariat » ;
- ☑ « ce que nous ne pouvons pas faire ».

Des ressources juridiques² précises sur les compétences et les textes relevant des collectivités peuvent être présentés.

Sur le Pays de Brocéliande, des élus moteurs sont mobilisés au niveau des communautés de communes (projet REPAS, DDémarche, etc.) pour articuler les échelles communales et intercommunales. Le Pays se charge de l'animation globale Saveurs Locales en Brocéliande et de la dynamique d'essai-image de bonnes pratiques en support des 3 communautés de communes. Le projet « Terres de Sources » porté par Eau du Bassin Rennais pose la question de l'articulation avec la dynamique métropolitaine rennais.

À Belle-Île-en-Mer, la formation sur le foncier a permis de positionner le périmètre des élus et des autres acteurs alimentaires. Une élue témoigne sur ce temps déclencheur de la stratégie alimentaire locale : « C'est là où moi j'ai pris conscience vraiment que je pouvais faire quelque chose sur l'île en tant qu'élue ». Le comité agricole bellilois est issu de cette dynamique de clarification de compétences et articule sur la durée la construction entre autres avec les 4 communes et la CCBI (Communauté de Communes de Belle-Île-en-Mer). Cette dernière met en avant la compétence économique par la prise en charge de l'abattoir et de la collecte du lait.

Un exemple d'outil de présentation des actions d'un niveau territorial avec une vision synthétique; source : Syndicat mixte du Pays de Brocéliande, 2017



² Luc BODIGUEL, Chloé ROCHARD, Gilles MARECHAL, «L'action publique en matière d'alimentation locale. Les compétences accordées par la loi et les règlements aux collectivités locales (régions, départements, communes) dans le domaine de la production, la transformation et la consommation d'aliments locaux», 2018, hal-01842263

TERRITOIRE PILOTE D'ATLASS : BELLE-ÎLE-EN-MER (56)



Belle-Île-en-Mer est une île située au sud du Morbihan. Elle est constituée de 4 communes réunies au sein de la Communauté de Communes de Belle-Île-en-Mer (CCBI) et fait partie du Pays d'Auray, territoire de projet qui favorise la concertation, la mutualisation de moyens et d'informations.

Cette île subit une forte pression touristique avec l'affluence d'une population importante en été. Malgré une activité touristique prédominante avec près des trois-quarts des emplois, l'île a su rester très agricole avec près de la moitié de sa superficie totale.

Belle-Île-en-Mer se caractérise aussi par sa biodiversité. Suite à un travail de préservation dès le début des années 2000, les problématiques liées au foncier, à l'agriculture et aux filières économiques sur l'île ont fait évoluer les préoccupations, progressivement. La très grande richesse des prairies permanentes a été mise en valeur via un Plan Agro-Environnemental et Climatique (PAEC) conduit par la CCBI et permet aujourd'hui aux agriculteurs de souscrire à des aides Mesures Agro-Environnementales et Climatiques (MAEC).

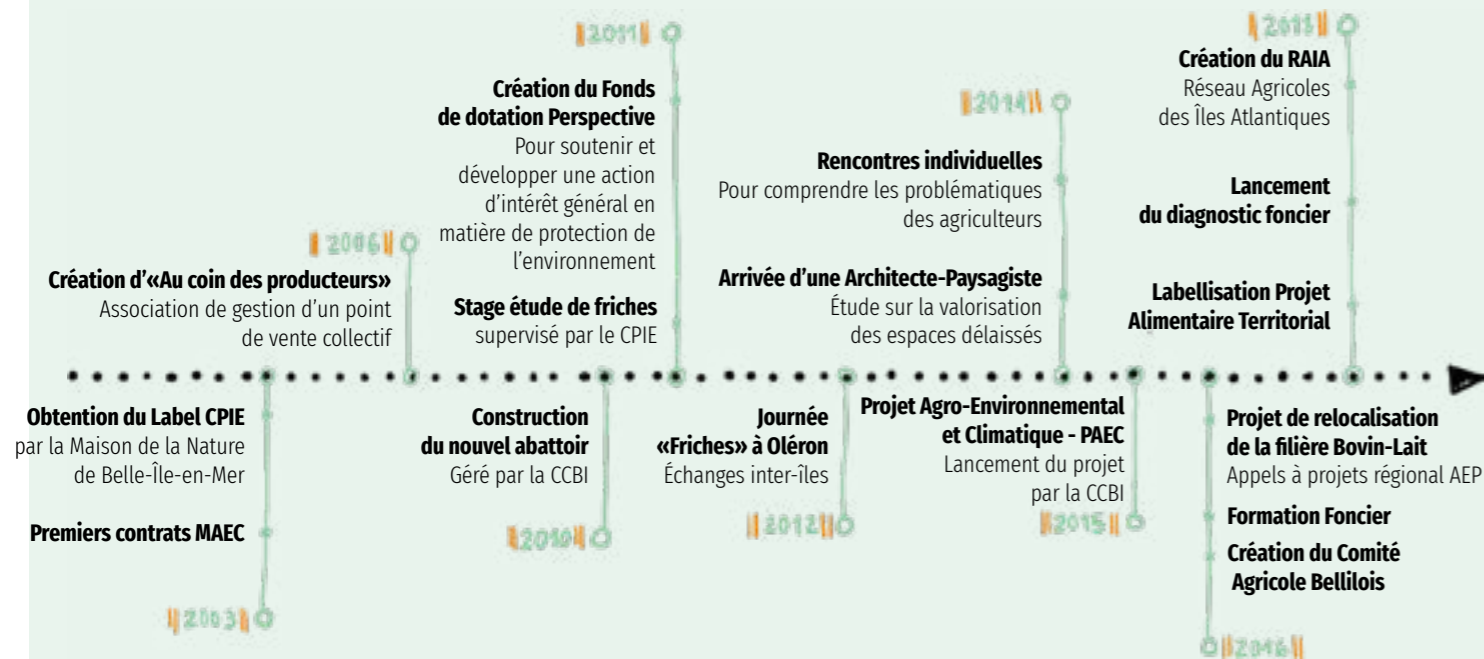
Avec le CPIE, s'engagent alors des rapprochements entre agriculteurs et acteurs de Belle-Île-en-Mer : consommateurs-citoyens, collectivités, transformateurs, restaurateurs, commerçants...

Un point de vente collectif de producteurs voit le jour en 2006, des actions de communication s'engagent auprès des habitants sur une alimentation territorialisée.

Une mission sur le foncier est réalisée, pour consolider les fermes existantes et installer de nouveaux producteurs. La mise en place d'une stratégie alimentaire territoriale est apparue comme essentielle pour avoir une approche globale et faire face aux enjeux insulaires en lien avec d'autres îles (Réseau Agricole des Îles Atlantiques).

Le CPIE Maison de la Nature de Belle-Île-en-Mer porte cette démarche avec l'obtention d'une labellisation PAT début 2018. Ce label n'est pas une fin en soi, il apporte une certaine reconnaissance extérieure pour légitimer la démarche belliloise avec le CPIE comme élément moteur. Il est essentiel d'aller au-delà afin de fédérer les différents acteurs autour de l'alimentation.

Une relocalisation de l'alimentation s'invite comme un axe fort, où chacun trouve son compte. Avec une démarche marquée par sa progressivité, les différents fils ont créé le tissu actuel.



Éléments marquants sur le territoire de Belle-Île-en-Mer (Source : ATLASS, 2018)



La dynamique alimentaire de Belle-Île-en-Mer est présentée sous un format appropriable : [Vers une stratégie alimentaire belliloise](#)



« Le rôle des élus dans la relocalisation de l'alimentation est importante. Ils ont la légitimité pour décider de politique sur les territoires, pour mobiliser tous ceux

qui s'intéressent à l'alimentation. Malgré tout, ils ne peuvent pas agir seuls, les actions doivent être coordonnées et relayées au niveau de la société civile. De nombreux élus ont pris conscience qu'il y a quelque chose à faire pour relocaliser l'alimentation dans les territoires. Se posent alors la question de la coordination, car ces projets demandent des efforts continus ».

- Gilles MARÉCHAL
Consultant formateur, gérant Terralim

Un gouvernement par processus

Avec le recul de l'observation des premiers PAT, certains projets s'engluent dans une inflation de réflexions et de réunions sur la gouvernance. Par exemple, l'institution d'un conseil alimentaire local met au premier rang des préoccupations sa composition avec des instances représentatives, dès lors condamnées à jouer un rôle de représentation. La recherche d'une formule idéale avec un juste équilibre entre les forces en présence, aboutit régulièrement à une stérilisation de l'action. Les instances peuvent être transitoires et ne doivent pas être considérées dès le début comme une préfiguration probable de celles qui orienteront les plans d'actions.

Nous préférons utiliser le terme « gouvernement » pour désigner le mode d'organisation entre partenaires et les processus de décision, compte tenu d'une part des fondements idéologiques du terme « gouvernance » et d'autre part du flou au sein des usages. L'action concrète doit être privilégiée par rapport aux temps de réunion en organisation. Cette recherche d'efficacité est d'autant plus cruciale dans des zones rurales où les capacités d'ingénierie et les ressources financières sont rares. Le dispositif PAT n'étant pas prescriptif en terme de gouvernement, toute latitude est donnée aux coordinateurs pour inventer une formule ad-hoc. Par ailleurs, la forte dynamique concernant l'alimentation locale rend

peu probable qu'une liste figée de parties prenantes reflète la réalité. Nous nommons ce mode d'organisation « le gouvernement par processus ».

Sur Brocéliande, ce gouvernement par processus a pu être réalisé avec une commission Saveurs Locales en Brocéliande à géométrie variable. Une chargée de mission du Syndicat Mixte est responsable de son animation dont la permanence est maintenue depuis 2007. « Cela a pris du temps, ça n'allait pas de soi de mettre tout le monde autour de la table. Il a fallu aplanir certaines choses. Et ce n'était pas évident qu'une collectivité se saisisse de ce type de sujet. » témoigne un responsable du Pays. À Belle-Île-en-Mer, le comité agricole bellilois associant élus, agriculteurs, consommateurs se réunit régulièrement et accueille depuis récemment des représentants des grandes surfaces sans l'avoir institué préalablement. Des groupes de travail thématiques sont générés pour approfondir des sujets comme le foncier ou la transformation identifiés comme levier pour une coopération des acteurs alimentaires sur l'île.

L'immersion dans les pratiques

Face à la prédominance d'une pratique en « silo » notamment des collectivités, les acteurs de terrain, en particulier économiques, sont obligés d'opérer une sorte de synthèse de l'information pertinente pour eux. Les pratiques réelles, par exemple des agriculteurs en circuits courts, sont très instructives. Elles permettent de comprendre les dynamiques d'investissement, d'emploi et de positionnement commercial. La collecte de connaissance issue de l'expérience de terrain est essentielle pour un accompagnement profondément immergé dans un vécu près des acteurs de l'alimentation territoriale et pour une mobilisation des acteurs « muets » qui ne sont pas forcément présents lors des réunions institutionnalisées.

Le projet ATLASS a réalisé par territoires des frises (financements, événements partenaires, ...) qui reprennent les éléments marquants de la relocalisation de l'alimentation sur le territoire (cf. Chronologies p10, p12 et p14).

Sur le Pays de Brocéliande, la faisabilité des 4 axes a été étudiée pour un plan d'action opérationnel et économe. Les 2 premiers thèmes (installation et sensibilisation restauration collective) sont dotés de mesures immédiates (essaimage expérience REPAS, ateliers de sensibilisation à l'installation et à la transmission) ; les 2 autres sujets non matures (logistique, communication marque de territoire) vont faire l'objet d'une veille active par les permanents.

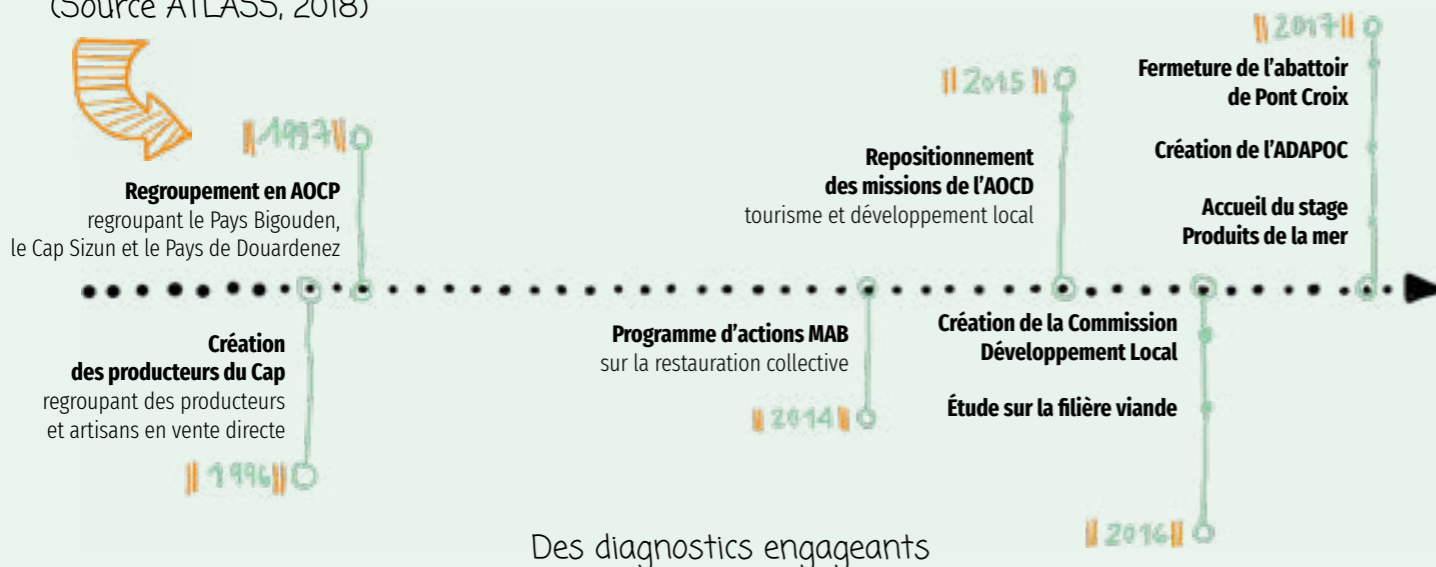
TERRITOIRE PILOTE D'ATLASS : L'OUEST CORNOUAILLE (29)



Marqué par son caractère maritime avec ses 300 kilomètres de côtes, l'Ouest Cornouaille se situe au sud du Finistère à l'ouest de l'agglomération quimpéroise. Le territoire se divise en quatre communautés de communes avec près de 90 000 habitants. Plus de la moitié des communes comptent moins de 1500 habitants, ce qui en fait un territoire rural.

Bien que faisant partie de la même péninsule, trois espaces (le Pays Bigouden, le Cap Sizun et le Pays de Douarnenez) possèdent des réalités sociales et économiques différentes. Ils collaboraient via le Syndicat intercommunaire Ouest-Cornouaille aménagement (SIOCA) et l'Agence Ouest Cornouaille Développement (AOC D).

Éléments marquants sur le territoire de l'Ouest Cornouaille (Source ATLASS, 2018)



Des diagnostics engageants

Chaque territoire, et chaque acteur au sein de celui-ci, porte une connaissance diffuse, parfois confuse, des déterminants du fait alimentaire.

Ces connaissances sont parfois négligées au profit d'un discours d'expert externe, alimenté par des statistiques où l'on ne peut utiliser que « ce qu'on a sous la main » (par exemple les données du recensement agricole datent de 2010 et sont donc dépassées). Il paraît essentiel d'identifier ces savoirs, et d'en profiter pour rendre les opérateurs locaux acteurs des diagnostics qui sont posés, pour dépasser une simple adhésion intellectuelle. La démarche de diagnostics engageants prend ainsi le double rôle de connaissance du territoire et de moyen pour « enrôler » (au sens sociologique) les acteurs.

L'Ouest Cornouaille constitue un territoire assez contrasté, dans lequel la mise en cohérence n'est pas aisée. La société civile et un grand nombre d'associations citoyennes sont actives et proposent des alternatives. L'AOC D a porté depuis plus de 20 ans plusieurs programmes LEADER, notamment sur la valorisation des produits locaux. Concernant l'alimentation locale, deux enjeux ont pu être identifiés : d'une part, la valorisation des produits de la mer et d'autre part, la création d'une dynamique de valorisation locale de la viande. Initié par l'« électrochoc » de la fermeture de l'abattoir de Pont Croix, un projet est porté par l'Association pour le Développement de l'Abattoir de Proximité en Ouest Cornouaille (ADAPOC) constituée d'éleveurs, de consommateurs, d'élus et d'associations citoyennes. Les enjeux sont forts dans l'Ouest Cornouaille pour dynamiser le territoire et conserver une économie et des services mais une vision globale avec l'alimentation locale comme un levier, est en construction.

Sur l'Ouest Cornouaille, des associations de la société civile se manifestent et s'investissent notamment par le biais de l'ADAPOC pour le maintien de l'élevage de proximité. L'ADAPOC a réalisé en interne une étude très documentée sur un projet d'abattage de proximité avec une montée en compétences sur le sujet.

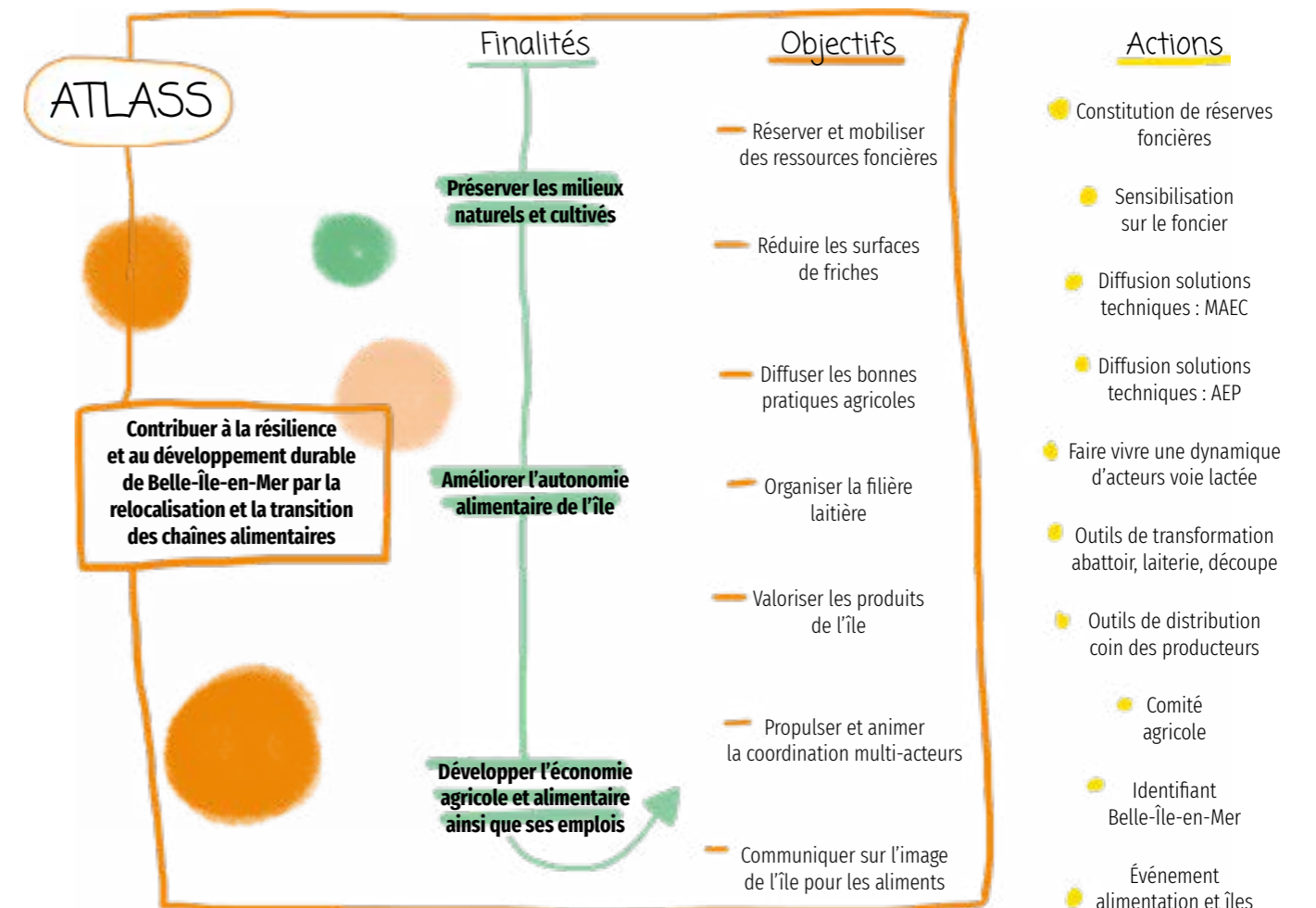
Sur Belle-Île-en-Mer, le CPIE peut compter sur le soutien du Fonds de Dotation Perspectives et de praticiens locaux pour mobiliser des connaissances adaptées. L'animateur a pu rencontrer chaque agriculteur de l'île et ainsi s'immerger dans les éléments opérationnels.

Un mode itératif de diagnostics

Couramment, les territoires vont réaliser des diagnostics aussi complets que possible pour aboutir à un plan d'action. Ce schéma présente de nombreuses limites. Compte tenu de l'ampleur du périmètre des thèmes liés à l'alimentation, allant de la santé à l'emploi, du foncier à l'éducation, il est long, difficile et donc coûteux en temps et argent d'établir un état des lieux complet. La proposition d'ATLASS a été d'adopter des modes itératifs où les diagnostics sont dans un premier temps sommaires, mais rapides et accessibles. C'est seulement après discussion, si un avis collectif est porté sur leur insuffisance, qu'ils sont développés de façon approfondie. Pratiquement, face à une certaine rigidité des appels d'offres, ces modes itératifs rencontrent des obstacles qui peuvent se dépasser par des marchés à bons de commande ou des tranches optionnelles.

Sur le Pays de Brocéliande, la capitalisation de connaissance illustre l'usage de ce mode itératif. Une synthèse a valorisé différentes sources : rapports et mémoires de stage produits par le Pays de Brocéliande, des réunions d'échange (comité technique et commission SLB), une réunion publique orga-

nisée à Saint Uniac le 27 juin 2017, une enquête sur « l'emploi généré par la relocalisation de l'alimentation sur le Pays de Brocéliande » et des entretiens approfondis avec des opérateurs locaux : porteurs de projets, élus et cuisiniers. La principale plus-value relevée par la chargée de mission est que « c'est appréciable de s'inscrire dans une logique d'échanges, avec l'apport d'un regard extérieur. » Sur Belle-Île-en-Mer, de nombreuses études sont réalisées en partenariat avec l'enseignement supérieur comme Agrocampus ouest. Comme le dit un membre l'association Au Coin des Producteurs, « Le CPIE a une place prépondérante aussi parce qu'ils ont toutes les études, ils ont cette visualisation de l'évolution de l'île. » Pour outiller la vision de la stratégie alimentaire territoriale, les échanges ont abouti à un cadre logique en distinguant les finalités, les objectifs et les actions correspondantes. L'articulation entre la recherche (comme Agrocampus Ouest pour prendre de la hauteur pour observer son territoire) et le retour d'expérience sur les initiatives (à l'instar des CIVAM de Bretagne avec une antériorité sur le sujet) est précieuse sur les questions alimentaires.



Un exemple de résultat de diagnostic : cadre logique réalisé pour le site pilote de Belle-Île-en-Mer (source ATLASS 2018)

Un processus d'apprentissage

Le projet ATLASS a constitué un processus d'apprentissage, un laboratoire pour les territoires ruraux et les démarches globales vers des transitions alimentaires. Nous avons retenu plusieurs enseignements sur la forme.

LA MOBILISATION DES TERRITOIRES RURAUX

ATLASS a permis sur les 3 territoires pilotes (Belle-Île-en-Mer, Pays de Brocéliande, l'Ouest-Cornouaille) la mobilisation des acteurs alimentaires en milieu rural. Au-delà de la dynamique interne à ses participants, ATLASS a réussi à mobiliser d'autres territoires en recherche de points d'appui : près d'une dizaine de territoires (PNR du Perche, PNR Golfe du Morbihan, Ile de Bréhat, Redon, Dinan, Vannes, Auray...) pour développer une stratégie alimentaire territoriale. La démarche a été présentée dans le cadre d'événements organisés en 2018 et 2019 à destination des territoires touchant environ 500 participants (atelier au sein de « les territoires innovent » coordonné par la Région Bretagne, journée du Réseau Rural Breton, 2^e Rencontre de l'Alimentation Durable à Paris, 1^{ères} Assises de l'Agroécologie à Montpellier, etc.).



Élus des territoires ruraux participants aux Assises en novembre 2018.



Un atelier sur le financement avec le témoignage de la Fondation Daniel et Nina Carasso

UN ESPACE D'ÉCHANGES

Des comités de pilotage et la préparation d'événements comme les Assises ont permis de rythmer les échanges de connaissances entre praticiens, étudiants et chercheurs. L'évaluation collective réalisée au terme d'ATLASS a montré que c'est l'espace d'échanges organisés entre territoires au-delà des sites pilotes ATLASS qui ont été les plus appréciés. Le retour d'expérience a pu être mobilisé par les différents participants et réinvesti dans leurs territoires respectifs.

Des thématiques engageantes ont émergé et ont été outillées à l'échelle du territoire comme le foncier. Le processus d'apprentissage permet de travailler les sujets et d'organiser des temps d'appropriation.

Par exemple, le foncier a fait l'objet d'une journée spécifique, un séminaire organisé en avril 2019 par des étudiants de Science po Rennes. Cette journée avec 50 participants a été vécue comme un temps fort d'appropriation et de consolidation des connaissances.

LA FORMALISATION AU NIVEAU DES TERRITOIRES



Le projet ATLASS a permis d'accompagner des projets alimentaires de territoire comme à Belle-Île-en-Mer ou Brocéliande avec une prise de recul et des éléments méthodologiques pour avancer. Les territoires accompagnés avec rédaction d'une feuille de route sont lauréats du Programme National de l'Alimentation (PNA 2017 régional (Brocéliande), PNA 2018 (Belle-Île-en-Mer)).

Par exemple sur le Pays de Brocéliande, l'accompagnement par le consortium ATLASS a débouché sur une stratégie alimentaire avec 4 axes (restauration collective, installation et transmission, logistique, communication).

UNE DIFFUSION POUR L'APPROPRIATION

Les modes de diffusion visaient une assimilation des résultats avec une place importante aux temps d'échange en petits groupes. Les Assises des transitions alimentaires sont un outil pour favoriser l'appropriation du contenu issu de la recherche action. Elles ont permis de diffuser les résultats d'ATLASS tout au long du projet. Les ateliers impliquent un processus d'apprentissage entre les participants. Deux éditions (2016 et 2018) se sont tenues et ont réuni 140 participants chacune dont près d'un 1/3 issus de collectivités territoriales plutôt rurales et très diverses. Des élus (député, conseiller régional, maire,...) ont pu témoigner de leurs initiatives et mobiliser un retour d'expérience. Collectivités, producteurs, transformateurs, organisations de consommateurs et organismes de développement accompagnateurs, chercheurs et journalistes : la variété des participants traduisait la mobilisation multiple et riche que permet une réflexion sur la relocalisation de l'alimentation. Ces temps de partage dense, redonnent du souffle aux démarches engagées par les territoires volontaires.

La formation est un support d'appropriation que nous avons mobilisé pour les agents de développement. En terme de dynamique d'apprentissage, nous avons organisé tous les ans des formations auprès d'agents de développement avec près de 40 stagiaires. Les formats mobilisés ont été variés :

Au travers de la commission Saveurs Locales en Brocéliande, le thème de l'installation et la transmission a fait l'objet d'un travail exploratoire avec notamment la participation à une visite d'étude sur le foncier d'une douzaine d'élus à la Communauté de communes Val d'Ille Aubigné. Un format de plaquette de 4 pages pour la présentation de stratégies alimentaires territoriales a été expérimenté sur deux territoires.

Appropriation avec un atelier dans une ferme pour la recherche action



formation CNPFPT, formation professionnelle, formations initiales. Des interventions ont eu également lieu dans les séminaires de recherche (Universités d'Angers, de Nantes, de Rennes, INRA, PSDR FRUGAL ...)

Une diffusion internationale a engagé des échanges fructueux permettant une prise de recul et une ouverture. Par exemple, 2 délégations notamment issues de la dynamique ATLASS sont allées témoigner au Brésil dans le cadre de forums franco-brésiliens pour valoriser les acquis du projet ATLASS. Les supports par exemple le clip et la brochure ont été travaillés pour diffuser un message de fond avec une forme vivante en cohérence avec la dynamique de l'alimentation locale.

Perspectives

VERS UN RÉSEAU D'APPRENANTS POUR UNE MONTÉE EN COMPÉTENCES

A l'heure où les problématiques sociales et environnementales sont toujours plus prégnantes, les territoires sont appelés à mettre en place des actions pour accompagner les transitions alimentaires. Le projet ATLASS a étudié et accompagné ces dynamiques sur les territoires ruraux et d'être en mesure d'appuyer les processus de transition.

Pour les chantiers à venir, nous arrivons à plusieurs conclusions : tout d'abord l'importance primordiale de l'animation, car « c'est tout l'art de l'animation d'être en mesure de gérer l'hétérogénéité des attentes et des points de vue ». Cette animation doit avoir une certaine permanence permettant de connaître le tissu territorial et de créer un climat de confiance propice au travail collectif. Ensuite, même si les élus ne sont pas toujours présents au moment de l'impulsion, il est nécessaire qu'ils s'impliquent pour donner une ampleur territoriale à la dynamique. Il s'agit donc de penser et mettre en place des stratégies pour inscrire dans la durée une transition territoriale. Le temps est une force. Des financements dédiés doivent être mobilisés.



Une animation territoriale pour une articulation des différents usages, ici habitat et production alimentaire



La transition sera permise par les processus d'apprentissage et la mise en réseau. La mise en place d'un réseau d'apprenants sur les stratégies alimentaires territoriales est certainement une perspective intéressante pour les praticiens de la relocalisation de l'alimentation. Autour de ce réseau d'apprenants, les objectifs d'un processus d'apprentissage pourraient consister à :

- ☞ Rafraîchir les méthodes d'élaboration des stratégies alimentaires territoriales. Pour favoriser la diversité des PAT et dans la poursuite des acquis de co construction des stratégies alimentaires territorialisées, nous proposerions d'expérimenter deux nouveaux apports méthodologiques : l'intégration de la recherche de résilience territoriale et l'évaluation des impacts (volume d'activités, emploi, lien social, ...) comme tableau de bord de la stratégie alimentaire territoriale.
- ☞ Conforter des stratégies alimentaires territoriales avec des sujets clés. Les sujets clés (travail et emploi, foncier, environnement et changements climatiques) pourraient faire l'objet de travaux spécifiques dans certains territoires. Ceux-ci ont en commun l'engagement dans une stratégie alimentaire de territoire, avec des degrés de maturité divers. Mais aucun ne veut ou ne peut embrasser l'ensemble de ces sujets en tant que priorité.
- ☞ Créer une dynamique d'échange et d'apprentissage collectif. Nous portons un intérêt particulier à la qualité des échanges qui pourront être proposés à travers le retour d'expérience. Un regard extérieur de type science de l'éducation pourrait être mobilisé pour décrire les processus d'acquisition de connaissances. Les formats de rencontre seraient variés pour impliquer les différents niveaux d'apprentissage (réunion ouverte semestrielle sur les stratégies territoriales pour les membres du groupe d'échanges de pratiques et diffusion en continu pour les réseaux à travers les membres).
- ☞ Créer les conditions pérennes d'un modèle économique de l'alimentation territoriale. Le dépôt et la gestion des projets mobilisent de façon démesurée les personnels épuisés dans des allers retours nombreux avec des interlocuteurs préoccupés par une application d'une politique en silo en inadéquation dans la durée et dans l'approche pour des stratégies alimentaires territoriales. Nous proposerions de réfléchir et d'expérimenter des dispositifs de financement adéquats, où les échelons locaux, régionaux et nationaux voire européens devraient contribuer, sur des durées de 6 à 12 ans à la construction de stratégies alimentaires territoriales.

Visite d'une ferme maraîchère pour l'apprentissage collectif



AVANTAGES / INCONVÉNIENTS DES DYNAMIQUES ALIMENTAIRES TERRITORIALES EN MILIEU RURAL

	Avantages	Inconvénients
Effets de densité		
De porteurs de projets	<ul style="list-style-type: none"> - Moins de concurrence - Visibilité plus facile 	<ul style="list-style-type: none"> - Difficulté à faire masse pour se faire entendre - Difficulté à trouver des partenaires - Logistique compliquée et coûteuse
De consommateurs – acheteurs	<ul style="list-style-type: none"> - Interconnaissance et bouche à oreille 	<ul style="list-style-type: none"> - Marché limité - Tournées longues en km - Alliances avec des groupes organisés difficiles
De lieux de distribution	<ul style="list-style-type: none"> - Moins de concurrence potentielle pour la fourniture 	<ul style="list-style-type: none"> - Effets de concurrence exacerbée si débouchés rares
De conseil, animation et ingénierie	<ul style="list-style-type: none"> - Ancrage terrain quand les ressources existent 	<ul style="list-style-type: none"> - Ressources d'expertise rares sur place - Difficulté d'attirer les experts
Effets financiers		
Disponibilité de financements publics pour les projets	<ul style="list-style-type: none"> - Chaque projet compte - Certains fonds spécifiques (LEADER quand il fonctionne) 	<ul style="list-style-type: none"> - Masses financières limitées - Capacité d'intermédiation financière réduite
Financements privés	<ul style="list-style-type: none"> - Capacité de mobilisation au nom du local - Visibilité pour des projets de petite taille 	<ul style="list-style-type: none"> - Pouvoir contributif plus faible qu'en ville - Effets d'attractivité des projets urbains
Effets de distance		
Distance des lieux de décision, de formation et d'émulation	<ul style="list-style-type: none"> - Lobbying actif de certains territoires au nom de la périphéricité 	<ul style="list-style-type: none"> - Difficultés à se faire entendre au quotidien - Canaux d'informations réduits
Temps consacrés aux déplacements	<ul style="list-style-type: none"> - Solidarité pour trouver des solutions collectives 	<ul style="list-style-type: none"> - Temps supplémentaire à affecter aux déplacements
Effets socio-démographiques et culturels		
Composition de la population selon CSP et régimes alimentaires	<ul style="list-style-type: none"> - Approvisionnement alimentaire différent selon CSP : surconsommation de certains aliments et sous-consommation d'autres - Régimes et pratiques alimentaires différenciés selon les cultures locales (exemple partage en famille de viande achetée sur pied) 	
Alimentation et sociabilité	<ul style="list-style-type: none"> - Le « jardinage » ou l'auto-production peuvent être considérés soit comme une concurrence, soit une sensibilisation au bien-manger - Pratiques de sociabilité autour de l'alimentation (coups de main, troc, partage de viande) favorables aux circuits non-monétisés 	
Acceptation de porteurs de projets externes	<ul style="list-style-type: none"> - Solidarité entre les personnes en place 	<ul style="list-style-type: none"> - Effets de rejet potentiels

Effets politiques		
Poids dans les débats sur l'alimentation	<ul style="list-style-type: none"> - Rural perçu par beaucoup comme une promesse de bien manger 	<ul style="list-style-type: none"> - Manque de visibilité par rapport aux villes, plus organisées (France Urbaine, Terres en Villes, pacte de Milan, ...)
Jeux de pouvoirs et contre-pouvoirs	<ul style="list-style-type: none"> - Pouvoirs locaux accessibles à tous 	<ul style="list-style-type: none"> - Difficultés à mobiliser des alliés jardiniers ou consommateurs organisés - Pouvoir d'influence de la profession agricole conservatrice
Articulation des acteurs	<ul style="list-style-type: none"> - Forums reconnus et actifs comme les conseils de développement 	<ul style="list-style-type: none"> - Difficultés à faire vivre les instances participatives
Instabilité du cadre juridico-administratif	<ul style="list-style-type: none"> - Arrangements locaux par interconnaissance des acteurs 	<ul style="list-style-type: none"> - Instabilité des limites géographiques de l'action publique (exemple loi NoTRE)
Effets territoriaux		
Disponibilité du foncier	<ul style="list-style-type: none"> - Repérage et remontée d'informations par les acteurs - Enjeux fonciers repérés comme importants 	<ul style="list-style-type: none"> - Opacité entretenue par certaines organisations - Concurrence pour l'usage foncier
Déprise commerciale	<ul style="list-style-type: none"> - Opportunités de projets pour y répondre - Enjeu pour les collectivités 	<ul style="list-style-type: none"> - Alliances compliquées - Moins de lieux de distribution

Présentation des réalisations

Des supports courts de sensibilisation

 [Quatre pages de présentation des résultats](#)

 [Clip de 4 minutes](#)

Des supports vidéo

 Vidéo capitalisation Fondation Daniel et Nina Carasso Pays de Brocéliande

 Interview du projet ATLASS dans le cadre des 1^{ères} Assises de l'Agroécologie


Brochures

 Actes des 5^{ème} Assises de la vente directe, Vers des stratégies alimentaires territoriales


 Actes des 6^{ème} Assises de la vente directe et des Transitions alimentaires locales, L'alimentation entre campagnes et villes

 Une fiche ATLASS dans le cadre du document de capitalisation de la Fondation Daniel et Nina Carasso

Collecte de données de terrain / synthèses

 Fiches RESOLIS Bretagne 4 Monographies sous format IARD (initiatives locales pour une alimentation responsable et durable) repérées par ATLASS et réalisées par RESOLIS : Cabas des Champs, Prevalaye Paysanne, Optim ISM, Jardin de la rencontre


 Contribution « état des lieux des initiatives des collectivités françaises », Resolis, 2016

 Carte initiatives collectives en Bretagne (magasins de producteurs, paniers, groupements restauration collective), de 19 à 185 initiatives de 2005 à 2016.

 Synthèse vers des stratégies alimentaires territoriales 2016, 4 pages

Études/Rapports de mémoire de fin d'étude

 Étude 2016 : Dans quelle mesure les Pays peuvent-ils contribuer à la structuration d'un Système Alimentaire Territorial ? Analyse de quatre Pays bretons, Arnaud SAPHORE, mémoire de fin d'étude, 2016


 Étude 2018 : Accompagner les territoires vers des stratégies alimentaires territoriales : une réponse à travers un projet de recherche-action (ATLASS), Camille PENNEC, mémoire de fin d'étude, 2018

 Étude thématique sur les territoires (Études Pays de Brocéliande, étude lait Belle-Île-en-Mer, document bilan, Ouest Cornouaille étude produits de la mer)

Autres supports

 Des documents pédagogiques : diaporama formation SALT, poster méthode SALT


 Diffusion internationale et européenne : 2 Forums franco-brésilien mai 2016 et novembre 2018

 Une revue des expériences européennes de stratégies alimentaires : Innovative short food supply chain management, Rapport eip agri nov 2015, contribution d'un membre du consortium ATLASS

 Support de diffusion scientifique

- *Les projets alimentaires territoriaux (PAT) : entre rupture, transition et immobilisme ?* Gilles Maréchal, Julien Noël et Frédéric Wallet, revue POUR 2018/2-3, 2018

- *Quelle géographie des transitions agricoles en France ? Une approche exploratoire à partir de l'agriculture biologique et des circuits courts dans le recensement agricole 2010* Michaël Bermond, Pierre Guillemain, Gilles Maréchal, 2018

 Une campagne de presse : des articles de presse (Télégramme, Ouest-France, ...), des reportages (Canal B, TV Rennes, France Bleue Armorique, ...)



POUR ALLER PLUS LOIN

L'action publique en matière d'alimentation locale. Les compétences accordées par la loi et les règlements aux collectivités locales (régions, départements, communes) dans le domaine de la production, la transformation et la consommation d'aliments locaux, 2018, (hal-01842263), Luc BODIGUEL, Chloé ROCHARD, Gilles MARÉCHAL,.

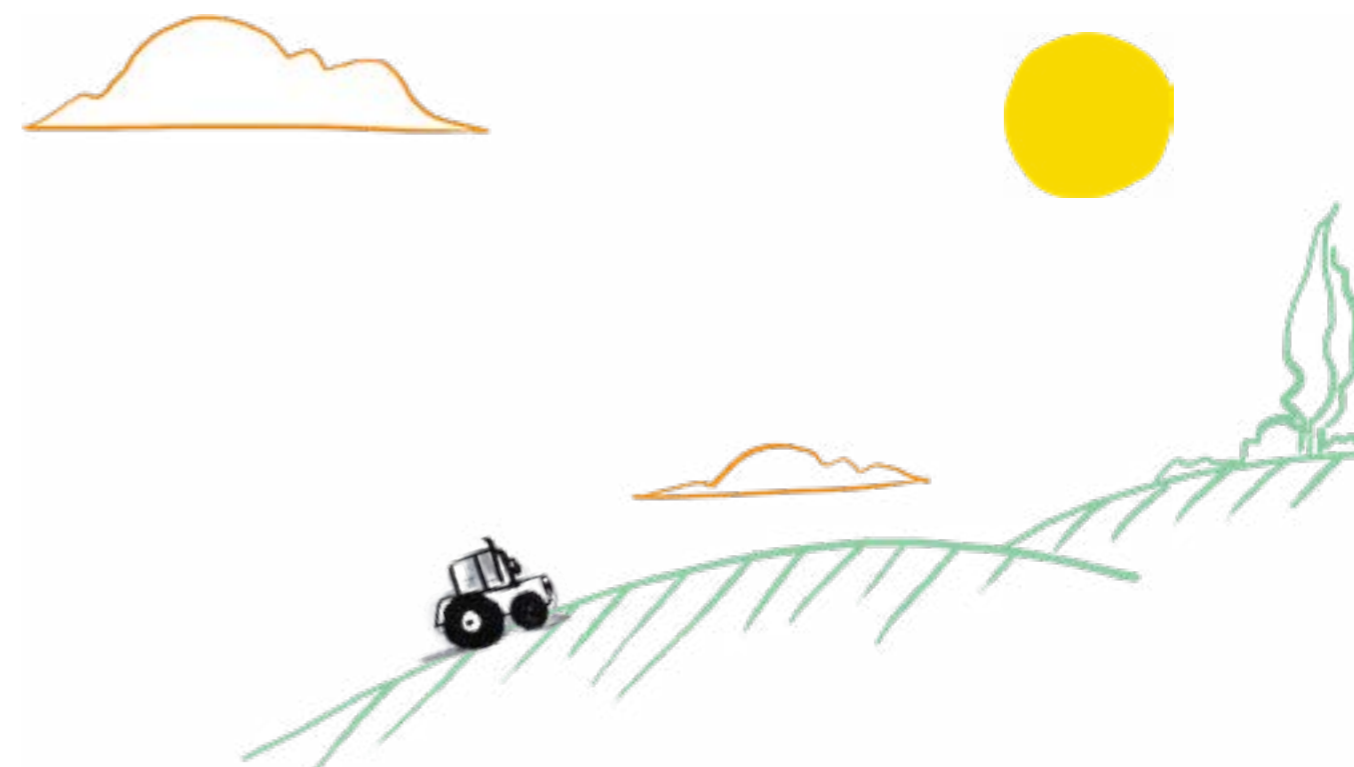
Impact de la transition agricole et alimentaire sur l'emploi, état des lieux et propositions, 2018, Terralim, Resolis.

MERCI !

Remerciements aux 3 porteurs des 3 territoires pilotes Syndicat mixte du Pays de Brocéliande, le CPIE Belle-Île-en-Mer, l'Agence Ouest Cornouaille Développement ainsi qu'à tous les organismes contributeurs et les personnes enquêtées ayant participé à ce projet.

Le projet ATLASS a été coordonné par la FRCIVAM Bretagne en lien avec les CIVAM de Bretagne Système alimentaire local (Brin d'Herbe, Clic des Champs, Terre de Liens Bretagne, Accueil Paysan 35, CIVAM IT 35, AMAR, Voisins de Paniers, CIVAM 29, Bro An Are, La Marmite, Clic Ta Berouette et Cohérence).

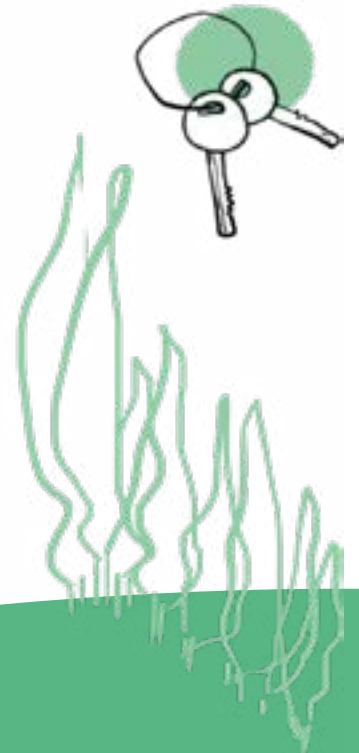
ATLASS est soutenu par la Fondation Daniel et Nina Carasso, le Ministère de l'Agriculture (CASDAR PRDA) et co-financé par la Région Bretagne, l'ADEME Bretagne (via l'appel à projet alimentation durable et gaspillage alimentaire en lien avec la DRAAF et la DREAL Bretagne), la Banque des Territoires (La Caisse des dépôts).





En milieu rural, l'alimentation apparaît comme un axe de travail privilégié pour répondre aux enjeux de création d'emplois, de préservation du foncier pour des productions consommées localement, et de maintien d'une agriculture vivante, plus économe et autonome.

Issus du projet ATLASS (Action Territoriale pour une Alimentation Soutenable et Solidaire), ce recueil présente les enseignements de 3 années de recherche action en Bretagne sur la mise en place de stratégies alimentaires territoriales. Il se base sur le retour d'expérience des trois sites pilotes en milieu rural. Il propose une approche adaptée à ces territoires ruraux et à une vision globale pour des systèmes alimentaires territorialisés. Le projet ATLASS est porté par la FRCIVAM Bretagne avec comme partenaires Agrocampus Ouest, Terralim, Resolis ainsi que Régions de France et la Région Bretagne.



Contact

FRCIVAM Bretagne
Pôle INPACT
17, rue du Bas Village - CS 37725
35577 Cesson-Sévigné
accueil@civam-bretagne.org
02 99 77 39 33



Septembre 2019